

## SIT-IN DES CORPS COMMUNS DE L'ÉDUCATION

Les protestataires évacués  
manu militari

Les forces de l'ordre ont pu tester hier une nouvelle pratique sur les représentants des corps communs de l'éducation. Des centaines d'employés du secteur qui criaient leur ras-le-bol face à l'annexe du ministère de l'Éducation ont été manu militari embarqués dans des bus avant d'être abandonnés au niveau de la gare routière. Le SNTE crie au scandale et promet de durcir le mouvement de grève initié depuis le 9 janvier dernier.

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**

- Dès les premières heures de la journée, le ton était donné. Les forces de l'ordre ont commencé à interpellier les employés du secteur de l'éducation avant même qu'ils ne rejoignent le lieu du rassemblement. Ils ont été conduits aux différents commissariats pour n'être relâchés que beaucoup plus tard.

Des centaines de représentants des corps communs n'ont même pas pu accéder à Alger. Les bus les transportant ont été stoppés à l'entrée de la capitale.

En dépit d'un dispositif policier impressionnant, ils étaient nombreux à avoir réussi à rejoindre l'annexe du ministère de l'Éducation. Un seul mot d'ordre : intégration ! Ils l'ont crié pour rappeler que l'intégration

restait leur première préoccupation. Venus de Constantine, de Setif, de Bordj Bou Arréridj, de Tizi-Ouzou ou de Béjaïa, ils ont répondu à l'appel du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et étaient épaulés par l'UGTA de Béjaïa. Criant «Benbouzid haggar», «Pas d'école sans intégration», ils se sont massés sur le trottoir faisant face à l'annexe du ministère de l'Éducation, ceinturés par un dispositif de sécurité impressionnant. Brandissant leurs fiches de paie, ils ont crié leur ras-le-bol et se sont indignés d'être le parent pauvre du secteur de l'éducation.

Aux alentours de midi, les forces de l'ordre, ayant reçu l'ordre de «nettoyer» le trottoir, sont passées à l'action. Deux



Photo : DF

Les corps communs montent au créneau.

bus se sont positionnés à hauteur des contestataires qui ont été aussitôt encerclés et poussés sans ménagement dans les bus.

Les plus récalcitrants d'entre eux se sont retrouvés à terre, traînés sur plusieurs mètres par des policiers décidés à faire place nette.

Il n'aura fallu que quelques minutes aux policiers pour évacuer l'ensemble des représentants des corps communs en dépit de leur résistance. Ils ont été conduits sous les cris de «pouvoir assassin» vers la gare routière où ils ont été abandonnés.

Commentant ces méthodes, le chargé de la communication du SNTE a expliqué que son syndicat ne comptait pas se lais-

ser impressionner et qu'il «reviendra de manière encore plus forte». Depuis le 9 janvier dernier, les corps communs représentant agents administratifs, gardiens, employés des cantines, factotums, chauffeurs et autres ont entamé une grève qui devait, dans un premier temps, durer cinq jours. Elle a été reconduite après les propos de Benbouzid qui affirmait que l'intégration réclamée par les corps communs était impossible car, à ses yeux, ces derniers ne faisaient pas partie du secteur. Une fin de non-recevoir qui n'a fait que durcir le mouvement puisque la grève ne prendra fin qu'aujourd'hui. Résultat de ce débrayage : plusieurs établissements scolaires, tous paliers confondus, sont carrément para-

lyés. Des salles de classe ne sont pas nettoyées depuis plusieurs jours, les cantines ne fonctionnent pas et les chaudières n'ont pas été mises en service.

Le personnel faisant partie des corps communs continue de réclamer outre l'intégration, une valorisation de leurs salaires considérés comme les plus bas du secteur.

Avec 22 ans de service, un chauffeur, à titre d'exemple, ne touche toutes primes prises en compte pas plus de 20 000 dinars et doit à l'occasion des examens de fin d'année par exemple, rester disponible de 4 heures du matin à 21 heures sans aucune prime supplémentaire.

N. I.

## TENTATIVE DE RASSEMBLEMENT

## Les lycéens reviennent à la charge

Des dizaines de lycéens ont tenté hier de se rassembler devant l'annexe du ministère de l'Éducation. Ils ont été aussitôt encerclés par l'imposant dispositif sécuritaire déployé autour de la bâtisse.

Après une course-poursuite avec les policiers, ils ont été contenus dans une ruelle attenante à ladite annexe avant d'être à leur tour évacués par bus. Représentant plusieurs établissements de la capitale, ils insistent sur la publication du seuil des cours à réviser en vue de l'examen du baccalauréat prévu le 3 juin.

Les assurances du ministère de l'Éducation relatives à une note fixant les seuils des cours n'ont visiblement pas convaincu tous les lycéens qui avaient fixé la date d'aujourd'hui comme ultimatum.

N. I.

## FRONT DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (FJD) DE DJABALLAH

## Le congrès constitutif le 28 janvier

C'est un Abdallah Djaballah, l'homme qui reprend goût à l'aventure partisane après avoir consommé deux échecs retentissants, contenu, voire au discours entièrement revu, qui s'est présenté hier matin devant la presse pour annoncer la tenue, le samedi 28 janvier, à la Coupole Mohamed-Boudiaf à Alger, du congrès constitutif de son nouveau parti, le Front de la justice et du développement (FJD).

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - On a rarement vu Djaballah aussi rasséréné, confiant et sûr de son coup que cette fois-ci. Pendant que le reste des postulants au fameux sésame se retiennent de toute joie précoce, Djaballah, lui, semble tenir son agrément.

Droit comme un i, le sourire en coin, l'homme à l'éternel couvre-chef immaculé dit attendre l'autorisation pour l'organisation du congrès constitutif du parti pour lundi ou mardi.

«On est en contact avec le ministère de l'Intérieur qui nous a assuré que notre dossier est conforme à la loi. On attend de récupérer le récépissé et l'autorisation pour le congrès constitutif pour aujourd'hui (hier lundi, ndlr)

ou mardi. Si tout se passe comme on le souhaite, on tiendra notre congrès constitutif le samedi 28 janvier à la Coupole Mohamed-Boudiaf», a-t-il choisi comme entrée en matière, lors de cette conférence de presse qui aurait pu se résumer à cette seule annonce tant est que Djaballah est resté circospect sur tout.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, Abdallah Djaballah, qui s'était fait une notoriété d'islamiste au discours radical, ne met rien dans le ton qui puisse préfigurer le positionnement du futur FJD parmi l'opposition politique.

Alors que des partis de même obédience, islamistes en somme, à l'instar du MSP et El Islah, revendiquent un gouvernement technocrate pour l'organisation des élec-



Photo : Samir Sid

Djaballah souhaite le report des prochaines élections.

tions législatives de la mi-mai prochaine, le parti naissant de Djaballah trouve, lui, que «ce n'est pas un problème de personnes mais de conditions à réunir pour la crédibilité et la transparence du scrutin». D'ailleurs, l'alliance électorale islamiste à laquelle appellent déjà certains segments de la mou-

vance ne trouve pas en Djaballah un adepte. «C'est aux structures du parti issues du congrès de se déterminer par rapport à cette question», coupe-t-il court. C'est ce qu'on appelle autrement faire montre de peu d'enthousiasme à intégrer cette diligence islamiste. Quelles qu'en seraient les condi-

tions, Djaballah annonce que son parti ira aux législatives et en solitaire.

Un éventuel report de l'échéance, cependant, l'agréée. Mais il se retient bien de joindre sa voix à ceux qui en font la réclamation. Que répond-il alors à Ouyahia, Belkhadem et Ould Kablia qui ont, tour à tour, exclu une victoire islamiste en mai prochain ? Rien. «Ce qui nous importe, c'est d'abord la réussite de notre congrès et que les élections législatives soient libres et transparentes. Peu importe le vainqueur.»

Djaballah dit aussi qu'il souhaite que le fort taux d'abstention qui a marqué les législatives de 2007 ne se reproduise pas le mois de mai prochain. Voilà le discours par lequel Djaballah signe son retour à l'activité partisane. De quoi procède cette excessive modération ? De quelques deals politiques inavouables ? De la ruse politicienne ? Djaballah s'est-il transformé en échange d'un appui extérieur ? Questions.

S. A. I.